Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Ambassade de Suisse en France

Section Economie, Finances et Coopération scientifique

Rapport économique 2024/2025

France

Ref. : 512.0-DECLO/CID/SST
Ch@WORLD A754

Executive Summary

L'économie française a enregistré une **faible croissance**, d'à peine 1%, en 2024, similaire à celle de l'année précédente. Consommation des ménages atone, remontée des taux d'intérêt, contexte international peu propice à l'investissement : divers facteurs aggravent une situation économique qui ne devrait pas s'améliorer à court terme. Pour 2025, la Banque de France table sur une croissance encore plus faible, de 0,6%, en raison du contexte géopolitique et des conséquences de la hausse des droits de douane imposée par les Etats-Unis. Le recul de l'**inflation** se poursuit : de 2% en 2024, elle devrait tomber 1% en 2025, selon les projections de la Banque de France.

Le taux de **chômage** est resté stable à 7,4% en 2024. Alors que de nombreux secteurs d'activité font face à une pénurie de main-d'œuvre et compte-tenu du fait que la France affiche l'un des taux d'emploi les plus bas d'Europe (69%), le gouvernement a proposé au Parlement de nouvelles mesures pour augmenter la part des actifs et, ce faisant, celle des personnes cotisant à la sécurité sociale. L'important déficit de cette dernière a fortement contribué à l'endettement de l'Etat français ces dernières années.

Le redressement des finances publiques constitue aujourd'hui la priorité du gouvernement. A fin mars 2025, la **dette** de l'Etat français atteignait 3'345 Mds EUR. La charge de la dette a atteint 60 Mds EUR en 2024, soit 9% du budget de l'État.

Avec des échanges à hauteur de 29,8 Mds CHF, la France est le **6ème partenaire commercial** de la Suisse, derrière les Etats-Unis, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et le Royaume-Uni.

Les données les plus remarquables concernent toutefois les investissements, la Suisse se plaçant au **3e rang des investisseurs étrangers en France** avec un stock de 105,7 Mds EUR, derrière les Etats-Unis (144,1 Mds EUR) et l'Allemagne (108,5 Mds).

Ambassade de Suisse en France
142 Rue de Grenelle, 75007 Paris
01 49 55 67 00
paris@eda.admin.ch
https://www.eda.admin.ch/countries/france/fr/home/representations/ambassade-a-paris.html

TABLE DES MATIÈRES

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE 3
2 SECTEURS PRIORITAIRES, OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES 5
3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE 6
3.1 Politique et priorités du pays hôte 6
3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) 7
4 COMMERCE EXTÉRIEUR 8
4.1 Evolution et perspectives générales 8
4.2.1 Commerce de marchandises 9
4.2.2 Commerce de services 9
5 INVESTISSEMENTS DIRECTS 9
5.1 Evolution et perspectives générales 9
5.2 Investissements bilatéraux 10
6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE 10
6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse 10
6.2 Intérêt pour la Suisse 11
ANNEXE 1 – Structure de l'économie 13
ANNEXE 2 – Principales données économiques 14
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux 15
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux 16
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs 17

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Evolution conjoncturelle

L'économie française a connu en 2024 une **croissance modeste**[1], de 1,1%, similaire à celle de 2023. Pour 2025, la Banque de France table sur une croissance encore plus faible, de 0,6%, compte-tenu du contexte géopolitique, notamment des conséquences de la politique commerciale des Etats-Unis. L'activité économique reste freinée par une consommation des ménages atone (+0,7% sur l'ensemble de 2024) et un ralentissement de l'investissement (-0,3%).

L'agroalimentaire, premier secteur industriel de France, pâtit de la baisse de consommation et d'une forte pression sur les prix. Les grands groupes du luxe font face à un recul des ventes sur les marchés d'exportation, en particulier en Chine. À l'inverse, l'aéronautique conserve une dynamique favorable : son carnet de commandes demeure solide et les résultats financiers progressent nettement, notamment pour Airbus, Safran et Dassault Aviation. L'industrie d'armement connaît un boom : la France a conforté en 2024 sa position de 2e exportateur mondial d'équipements militaires, avec plus de 18 Mds EUR de ventes. Les bonnes performances de ces deux secteurs ont contribué à réduire quelque peu le déficit de la balance commerciale, à hauteur de 81 Mds EUR en 2024, contre 99 Mds un an plus tôt.

Une branche qui connaît des difficultés est celle du bâtiment. L'augmentation des prix des matériaux ainsi que la hausse des taux d'intérêt ont réduit l'appétit des Français pour des projets immobiliers. Le nombre de défaillances[2] n'y a jamais aussi élevé : 64'000 redressements et liquidations judiciaires ont été répertoriés dans ce secteur en 2024, soit 26% de plus qu'en 2023.

L'hôtellerie-restauration a connu une année moyenne. Si les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 ont assuré d'importants revenus à la branche en région Ile-de-France, ceux-ci n'ont pas permis de compenser les forts reculs avant et après les compétitions. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur s'est réjouie de bonnes performances sur l'ensemble de l'année. Dans les autres régions, elles ont été en demi-teinte.

Politique commerciale

Quand bien même elle dépend moins des marchés d'exportation que sa voisine l'Allemagne, la France compte elle aussi des secteurs importants tributaires d'un bon accès aux marchés étrangers. Les 15% de droits de imposés par les Etats-Unis sur l'ensemble des produits de l'Union européenne (UE) ne seront pas sans impact sur les produits agroalimentaires, les vins, spiritueux, les cosmétiques et les produits de luxe

Au-delà de la question de l'accès au marché étatsunien, le gouvernement français redoute surtout les conséquences indirectes de la guerre commerciale déclenchée par le président Trump, à savoir le risque de déversement de surplus de produits industriels chinois à prix cassés sur le marché européen. La France s'engage par conséquent dans l'UE pour lutter contre cette concurrence jugée déloyale dont risque de pâtir l'industrie automobile ou la cosmétique. Elle plaide en faveur de règles pour que les voitures soient construites avec des pièces produites majoritairement en Europe. Elle exige des taxes sur les colis envoyés de Chine, via des plateformes comme Temu ou Shein.

Inflation

L'inflation poursuit son recul en France. Elle devrait atteindre 1% en 2025, selon les projections de la Banque de France. Elle était encore de 2% en 2024[3] et de 4,9% en 2023. La baisse des prix de l'énergie, de bon augure pour le pouvoir d'achat des Français, a fortement contribué à cette stabilisation des prix.

Marché du travail

Sur l'ensemble de 2024, le taux de **chômage** est resté stable à 7,4%. D'ici fin 2025, il pourrait toutefois remonter à 7,7%, d'après l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).

---

[1] IMF, World Economic Data Base, April 2025
[2] Société Ellisphere spécialisée dans la collecte de données économiques
[3] Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)

D'importantes branches d'activités comme l'industrie manufacturière, l'hébergement-restauration ou l'agriculture font face à une pénurie de main-d'œuvre. Plus de la moitié des entreprises déclarent des difficultés de recrutement, selon le service public de l'emploi France Travail.

La France connaît l'un des taux d'emploi les plus bas d'Europe : 69% des 15-64 ans poursuivaient une activité rémunérée en France en 2024[4], un niveau nettement inférieur à ceux de l'Allemagne (77%) ou de la Suisse (80%). De même, la France figure au bas du classement s'agissant des heures travaillées par an et habitant, avec 666 heures contre 770 en moyenne dans l'UE.

Eu égard aux tensions sur le marché du travail et aux besoins de financement des systèmes de sécurité sociale, le gouvernement a fait passer en force une **réforme des retraites** en 2023. Celle-ci va progressivement rehausser l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans d'ici à 2030. Dans la même optique, le gouvernement a réduit la durée d'**indemnisation des chômeurs** dans le cadre d'une révision du régime d'assurance-chômage.

Finances publiques

Depuis 2024, année marquée par quatre changements de Premier Ministre, l'attention politique se focalise sur le **redressement des finances publiques**. En 20 ans, la dette publique française est passée de 1'100 à 3'345 Mds EUR. La charge de la dette a atteint 60 Mds EUR en 2024, un montant équivalent au budget de la défense nationale, de l'ordre de 9% du budget de l'Etat.

Contraint de retrouver sa marge de manœuvre budgétaire, le gouvernement reste sous surveillance étroite, tant des marchés financiers (le rendement des obligations d'État à dix ans atteignant environ 3,45 % en août 2025, soit un niveau désormais quasi équivalent à celui de la Grèce), que de la Commission européenne, qui a engagé à son encontre une procédure pour déficit excessif. Aussi, il a proposé un plan de redressement. Présenté par le Premier Ministre François Bayrou au lendemain du 14 juillet et du départ en vacances des parlementaires, ce plan vise à ramener le déficit public sous la barre des 3% d'ici 2029, contre 5,8% en 2024. Le gouvernement plaide pour un effort de 43 Mds EUR, réparti en 30 Mds EUR d'économies sous forme de gel des dépenses de l'État, des collectivités et de la sécurité sociale et en 14 Mds EUR de recettes supplémentaires, notamment par la suppression de niches fiscales et de deux jours fériés.

L'équation se révèle d'autant plus difficile que le gouvernement est appelé à consentir à des efforts supplémentaires dans plusieurs domaines. Dans son discours aux Armées le 13 juillet 2025, le président de la République Emmanuel Macron a ainsi annoncé une augmentation du **budget de la défense** de 10 Mds EUR sur les deux prochaines années.

La rentrée politique à la fin de l'été 2025 s'annonce d'ores et déjà délicates pour le gouvernement. Les oppositions de gauche et du Rassemblement national, qui représentent ensemble deux tiers de l'Assemblée nationale, n'entendent pas soutenir une proposition de budget 2026 sous le signe de l'austérité et menacent d'ores et déjà de faire tomber le gouvernement par voie de motion de censure.

Politique économique

Les milieux économiques ont quant à eux salué le plan du gouvernement. Les associations patronales n'ont pas caché leur soulagement face à des mesures qui ne viennent pas alourdir encore davantage la **charge fiscale** sur les entreprises ou augmenter le **coût du travail** globalement. Elles continueront d'observer de près les débats, notamment sur les coûts de la Sécurité sociale, qui comptent pour un tiers dans le budget de l'Etat et qu'une partie des élus souhaitent reporter sur les employeurs.

Pour le Président de la République comme pour le Premier ministre, il importe en outre de ne pas remettre en question les efforts faits ces dernières années pour renforcer l'**attractivité** de la France comme pays propice à l'investissement et à l'innovation. Les instruments d'encouragement comme le crédit d'impôt recherche ou les aides financières aux secteurs innovants doivent être maintenus.

[4] INSEE

2 SECTEURS PRIORITAIRES, OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Industrie pharmaceutique

La France se positionne au cinquième rang des marchés pharmaceutiques mondiaux, d'après le Leem, l'organisation faîtière du médicament en France. Jadis premier producteur européen de médicaments, la France n'occupe plus que le 6e rang aujourd'hui, et même le 11e en valeur de production. Dans son baromètre 2024, le Leem plaide pour une baisse ciblée de la fiscalité et une simplification des procédures d'accès au marché.

Par sa taille, le marché français est important pour les entreprises suisses. Elles y sont actives à l'exportation mais aussi avec des centres de R&D et de production. Sur la plupart des médicaments, elles y réalisent actuellement peu de marges du fait de la force du franc suisse et de prix très bas. Négociés avec l'Etat, les prix sont de 50 à 70% inférieurs à ceux en Suisse s'agissant des médicaments pris en charge par l'assurance-maladie. En 2024, la pharma et la chimie représentaient environ un tiers des exportations suisses vers la France.

Agroalimentaire

La France est restée en 2024 la première puissance agricole européenne avec un peu plus de 400'000 exploitations en activité et 17% de la production agricole de l'UE[5]. Elle occupe la première place pour les céréales. S'agissant de la production animale, elle se situe à peu près au même niveau que l'Allemagne. L'industrie agroalimentaire française, avec ses 19'000 entreprises et 500'000 salariés, représente le premier secteur industriel du pays en nombre d'emplois.

La France se classe au 6e rang mondial des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires[6], avec 4,3% de part de marché. Elle enregistre un excédent commercial pour ces catégories de produits (3,9 Mds EUR en 2024), qui se retrouve aussi avec la Suisse. Cette dernière exporte vers la France principalement du café, des boissons énergisantes, des biscuits et du chocolat, la France étant son 3e marché d'exportation dans ce secteur. Plusieurs groupes suisses disposent également de sites de production sur le territoire français, reflets de l'intégration entre les filières agroalimentaires des deux pays.

Banques et assurances

Hub financier majeur de la zone Euro, Paris a su tirer profit de l'afflux de banques étrangères provoqué par le Brexit. Pas moins de 5'500 nouveaux emplois auraient été créés dans le secteur financier en région parisienne depuis le Brexit, notamment par les banques américaines J.P. Morgan, Bank of America, Goldman Sachs, Citigroup et Morgan Stanley.

Comme la place financière suisse, celle de Paris s'attèle depuis plusieurs années à diversifier ses activités en mettant l'accent sur la finance durable et la fintech. La France représente un marché important pour les établissements bancaires et les compagnies d'assurances suisses qui y sont implantées de longue date.

Infrastructures de transport

L'Accord Suisse-UE sur les marchés publics offre des opportunités aux entreprises suisses - équipementiers, bureaux d'architectes et d'ingénieurs - notamment à travers de grands projets de transport. C'est le cas du Grand Paris Express, actuellement le plus grand chantier d'Europe avec ses 200 km de nouvelles lignes de métro et 68 gares en construction autour de Paris pour un budget total de 36 Mds EUR. Dans les Alpes, la France et l'Italie coopèrent dans le cadre de la réalisation du tunnel ferroviaire Lyon-Turin qui, avec ses 57,5 kilomètres, ambitionne de battre le record détenu par le tunnel de base du Gothard. Des projets d'extension du réseau de TGV sont par ailleurs en cours dans la partie Sud de la France, notamment entre Bordeaux-Toulouse, d'une longueur de 222 km, prévue pour une mise en service en 2032. Le gouvernement a par ailleurs annoncé un plan à 100 Mds EUR d'ici 2040 pour développer et moderniser le réseau ferroviaire, incluant les réseaux express régionaux (RER).

[5] Chambres d'agriculture France, chiffres clés 2024 de l'agriculture française
[6] FranceAgriMer, chiffres 2024

Les appels à projets, lancés fin 2023, ont abouti à la labellisation en juin 2024 d'une première vague de 15 services express régionaux métropolitains (SERM).

Industrie manufacturière

L'automobile et l'aéronautique (civile ou militaire) figurent parmi les principaux secteurs de l'industrie manufacturière française, avec une part importante aussi dans les exportations du pays. Ils offrent des opportunités à l'industrie suisse en termes de solutions technologiques, de fourniture de composants et autres produits de niche. L'industrie automobile française traverse toutefois une période difficile. En 2024, elle a produit quelque 910'000 voitures particulières, soit 10% de moins qu'en 2023. Ce recul s'explique par la conjonction d'une transition industrielle vers l'électrique qui ralentit temporairement la production, d'une forte concurrence des véhicules importés (notamment chinois) et d'un marché européen affaibli par l'inflation et le durcissement des conditions de crédit.

L'aéronautique française n'a pas encore retrouvé son niveau d'activité pré-Covid de 2019, mais se réjouit d'une nette reprise en 2024 : Airbus a livré 766 avions commerciaux, soit une hausse de 4% par rapport à 2023. Les carnets de commandes sont bien remplis, et Airbus vise environ 820 livraisons en 2025, malgré les défis persistants de la chaîne d'approvisionnement. L'industrie de défense française a fortement intensifié sa production depuis l'invasion russe en Ukraine. En 2024, les exportations ont atteint un niveau record, dépassant **18 milliards d'euros,** faisant de la France le deuxième exportateur mondial d'armement.

Energie

En 2024, la France a confirmé sa position de premier exportateur net d'électricité en Europe, devant la Suède et la Norvège, grâce à la poursuite de la remontée en puissance de son parc nucléaire. Avec une production nucléaire record de 361,7 TWh (+12,9 % par rapport à 2023), les exportations nettes ont atteint environ 89 TWh, générant près de 5 Mds EUR de recettes. D'ici 2035, dans le cadre du programme nucléaire lancé par l'État français et EDF, 14 nouveaux réacteurs de type EPR et EPR2 doivent être construits pour plus de 100 Mds EUR.

Le gouvernement français souhaite accélérer globalement la transition vers les énergies décarbonées. Des réformes ont été engagées sur la base des nouvelles lois sur l'accélération des énergies renouvelables et sur l'industrie verte. Le plan France Relance, doté de 100 Mds EUR dont 40 Mds provenant de l'UE, y apporte un volet financier avec des subventions pour des projets dans le domaine de l'énergie solaire, l'éolien en mer ou les infrastructures pour les véhicules électriques notamment.

Les entreprises suisses comptent d'importants investissements dans le secteur énergétique en France. Elles sont présentes avec des investissements dans la production (hydroélectricité, nucléaire, solaire photovoltaïque, éolien, géothermie) ainsi que dans le commerce. Elles profitent d'un marché dynamique mais qui s'avère souvent complexe du fait d'un cadre réglementaire en perpétuelle évolution. Elles s'intéressent de près aux stratégies et instruments de soutien développés par l'Etat français pour encourager des solutions innovantes en lien avec l'hydrogène, la géothermie, le solaire ou certaines applications dans l'hydroélectricité.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Lors d'un discours prononcé à la Sorbonne en avril 2024, le Président Emmanuel Macron a mis en garde contre le risque de déclin de l'Europe face aux États-Unis et à la Chine. Pour y pallier, dans la ligne de positions prônées dès 2017, il appelle à un renforcement de l'**autonomie stratégique** de l'Europe. L'autonomie en question ne concerne pas seulement la défense et l'armement mais s'étend à de nombreux secteurs : énergie, numérique, chaînes d'approvisionnement critiques, etc. Pour le Président Macron, la politique commerciale du Président Donald Trump doit servir de signal d'alarme à l'Europe pour regagner son indépendance et sa souveraineté économique.

Le Président de la République plaide ainsi en faveur de réponses fermes de la part de l'UE lorsque les entreprises européennes sont confrontées à une concurrence jugée déloyale. Plus largement, il soutient les recommandations formulées dans le rapport de Mario Draghi, l'ancien président de la Banque

centrale européenne, qui préconise un investissement annuel de 750 à 800 Mds EUR, avec une part importante provenant de l'émission conjointe de dette par l'UE, pour financer des projets d'investissement, promouvoir la capacité d'innovation et in fine renforcer la compétitivité de l'UE.

Pour le gouvernement français, il importe que l'UE se donne les moyens d'une **politique industrielle** plus robuste. En moins bonne posture que l'Allemagne s'agissant de ses finances publiques, la France n'est pas en mesure de déployer sur le plan national le même niveau de soutien à son industrie.

Face aux droits de douane imposés par les **Etats-Unis**, le gouvernement français estime qu'il ne faut pas s'interdire d'envisager une riposte étendue également aux services. Près de dix Etats membres de l'UE ont mis en place une taxation sur les services numériques, ciblant en particulier les géants étatsuniens Google, Apple, Facebook et Amazon (Gafa). La France a été parmi les tous premiers à le faire.

La France plaide depuis plusieurs années un rééquilibrage des échanges économiques avec la **Chine,** en appliquant des règles basées sur la transparence et la réciprocité. Elle a ainsi soutenu la décision de l'UE d'imposer des droits de douane supplémentaires sur les véhicules électriques importés de Chine, au motif qu'elles bénéficient d'aides publiques massives faussant la concurrence. L'objectif affiché est d'éviter que l'industrie chinoise vienne évincer la production européenne avec ses véhicules électriques à prix cassés, comme ce fut le cas avec les panneaux solaires ces dernières années.

Les gouvernements français montrent généralement peu d'entrain à adopter des positions favorables au libre-échange, en dépit de l'existence en France de nombreux champions de l'exportation qui contribuent à la prospérité du pays. Même l'accord **CETA**, conclu entre l'UE et le Canada, en vigueur depuis 2017, n'a jamais été formellement ratifié par la France, faute de majorité au Parlement.

Le Président Macron, le gouvernement, et une vaste majorité de la classe politique française n'ont cessé de manifester leur opposition à l'accord UE-**Mercosur**, tel que négocié par la Commission européenne. Cet accord, que d'aucuns voient comme une nécessité pour donner de nouvelles perspectives à l'industrie d'exportation, fait l'objet d'un très fort rejet en particulier dans les régions rurales en France.

Dans les instances internationales (G7, G20, OCDE, OMC, FMI et Banque mondiale), la France tente de préserver un cadre multilatéral aussi large que possible. Militant pour davantage de justice fiscale, elle s'est fortement engagée pour la réforme de l'**imposition des multinationales** (pilier 1 et 2 de la réforme fiscale OCDE) ces dernières années.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Par sa proximité géographique et culturelle, sa taille et son dynamisme économique, la France constitue un marché privilégié pour les entreprises suisses, tant sur le plan des échanges commerciaux que de l'implantation de filiales, comme en témoignent les données impressionnantes sur le commerce et l'investissement entre les deux pays, année après année.

Les économies suisse et française présentent une complémentarité mutuellement bénéfique en matière d'innovation technologique. Nombreuses sont les start-ups - tant suisses que françaises - intéressées à développer leurs affaires dans le pays voisin au vu des avantages comparatifs des deux marchés. La Suisse se distingue ainsi par un écosystème propice à l'innovation avec son tissu de grandes et petites entreprises travaillant étroitement avec les établissements publics d'éducation supérieure et de recherche. La France offre quant à elle des perspectives intéressantes de croissance, grâce à la taille de son marché et aux politiques d'encouragement des activités industrielles.

Les problèmes et les défis en matière d'accès au marché pour les entreprises suisses en France relèvent avant tout du cadre des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Du fait de l'absence d'un accord bilatéral sur les services, le potentiel pour les prestations transfrontalières reste ainsi largement inexploité, dans le domaine bancaire ou des assurances par exemple. L'écart des niveaux de prix et de rémunérations constitue un autre facteur freinant le développement des prestations dans les deux sens. Les secrétariats d'État aux Questions financières internationales (SIF) et à l'Économie (SECO) entretiennent des contacts réguliers avec le Ministère français de l'Économie et des Finances, en particulier la Direction générale du Trésor, et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en

charge du Commerce extérieur. Les entretiens couvrent les thèmes d'actualité, des questions d'intérêt commun, liées par exemple aux discussions menées au G20, à l'OCDE ou à l'OMC, sur la régulation financière internationale ou le cadre applicable au commerce mondial, mais aussi sur d'éventuelles questions dans l'application des législations européennes ou nationales dans les échanges transfrontaliers de marchandises et de services. Des accords ont pu être trouvés récemment pour adapter les régimes applicables aux frontaliers en matière de fiscalité et d'assurances sociales à la réalité du télétravail.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Selon les statistiques du commerce mondial (2024)[7], la France se place au 8e rang des pays exportateurs de marchandises, avec une part de 2,6% globalement, tandis qu'elle se positionne au 4e rang en ce qui concerne les importations, avec une part de 3,1%.

4.1.1 Commerce de marchandises

Le déficit de la balance commerciale française s'est élevé à 81 Mds EUR en 2024, après 100 Mds en 2023 et 162,6 Mds en 2022. Cette amélioration intervient dans un contexte de contraction des échanges, principalement due à la baisse des prix. L'excédent réalisé par l'industrie aéronautique a diminué de 2 Mds EUR pour s'établir à 28,7 Mds EUR, en raison d'une progression plus rapide des importations (+13,7 %) que des exportations (+2,9 %). L'excédent généré par l'industrie agroalimentaire a également reculé de 2 Mds, à 4,9 Mds EUR, son plus bas niveau depuis plus de 20 ans, pénalisé par la baisse des prix des céréales et par le repli des ventes de boissons. La facture énergétique diminue de près de 20% pour s'établir à 55,6 Mds EUR, sous l'effet du recul des prix. Dans le même temps, l'excédent des échanges d'électricité atteint un niveau record de 5,1 Mds EUR, porté par le rétablissement de la production nucléaire à son niveau d'avant la crise énergétique.

La France réalise plus de la moitié de ses flux commerciaux avec des pays européens, majoritairement limitrophes. L'Allemagne reste son premier partenaire commercial (à la fois son premier fournisseur et son premier client), devant les États-Unis, la Chine et l'Italie. La moitié du déficit de la balance commerciale de la France est imputable aux échanges avec la Chine (41,9 Mds EUR en 2024). Avec les Etats-Unis également, le solde était négatif en 2024 (4,1 Mds).

4.1.2 Commerce de services

S'agissant des services, la France enregistre un excédent de la balance commerciale. 2024 s'est soldé avec un excédent à hauteur de 48,9 Mds EUR[8]. C'est là un niveau moins élevé que l'excédent record de 2022 (65 Mds), mais qui demeure supérieur aux niveaux d'avant la crise sanitaire. Le tourisme y contribue largement (15,8 Mds), tout comme les services financiers (16,3 Mds). La balance des services de transport s'est améliorée en 2024, atteignant un excédent de 3,5 Mds, contre 1,5 Md en 2023. Cette progression s'explique principalement par la bonne performance du transport maritime, dont l'excédent a atteint 11,4 Mds en 2024, contre 8,6 Mds l'année précédente. Le solde des services d'assurance et de pension s'est légèrement détérioré, avec un excédent de 500 Mio EUR en 2024, après 1,9 Md en 2023.

4.2 Commerce bilatéral

En 2024, la France était le 6e partenaire commercial de la Suisse derrière les Etats-Unis, l'Allemagne, la Chine, l'Italie et le Royaume-Uni avec 29,8 Mds CHF (-8%) d'échanges de marchandises[9], sans le commerce de l'or ou, 37,3 Mds CHF (-1%) avec l'or. Le commerce des services a totalisé 20,5 Mds CHF[10] (+17%), plaçant la France au rang de 4e partenaire de la Suisse.

[7] World Trade Statistical Review 2024, p.39
[8] Banque de France
[9] OFS, Statistique du commerce extérieur 2024
[10] Banque nationale Suisse

La majeure partie des échanges commerciaux de la Suisse avec la France se concentre dans les trois régions frontalières, **Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est**, qui représentent ensemble près de 45 % des flux. En 2024, les échanges avec l'Auvergne-Rhône-Alpes ont atteint **8,2 milliards d'euros**, confirmant son rôle de premier partenaire régional, mais avec une **balance commerciale déficitaire pour la Suisse de 1,47 milliard d'euros**. Le **Grand Est** a totalisé **6,9 milliards d'euros d'échanges**, également avec un déficit, plus limité, de 78,9 millions d'euros. Quant à la **Bourgogne-Franche-Comté**, elle a enregistré **3,9 milliards d'euros d'échanges**, pour une balance quasiment équilibrée, avec un léger déficit en sa défaveur de 23,5 millions d'euros. À elles trois, ces régions frontalières cumulent ainsi plus de **19 milliards d'euros d'échanges en 2024**, auxquelles s'ajoute l'**Île-de-France**, qui représente à elle seule 33 % des échanges commerciaux bilatéraux [11]

4.2.1 Commerce de marchandises

En 2024, les exportations suisses vers la France ont diminué de 5,4% par rapport à l'année précédente, avec un recul qui s'observe dans la plupart des catégories de produits. L'appréciation du franc suisse face à l'euro, notamment, a eu un impact négatif sur la compétitivité de l'industrie d'exportation suisse.

La Suisse exporte vers la France principalement des produits issus des industries pharmaceutiques et chimiques (4,43 Mds CHF), des instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie (3,83 Mds), des machines, des appareils et de l'électronique (1,55 Mds) ainsi que des produits alimentaires (1,17 Mds)[12].

A l'inverse, la Suisse représente pour la France le 9e partenaire commercial, avec une part de 3,4% dans ses exportations et de 2,5% dans ses importations globalement[13]. La France exporte vers la Suisse avant tout de l'énergie (2,7 Mds EUR), des instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie (4 Mds) et des produits pharmaceutiques (2,2 Mds). Les échanges intra-branches sont particulièrement importants.

4.2.2 Commerce de services

En ce qui concerne le commerce de services, la Banque Nationale Suisse14 indique qu'en 2024 les exportations de services vers la France se sont élevés à 10,3 Mds CHF, tandis que les importations en provenance de France atteignaient 10,2 Mds CHF. Le volume total des échanges s'établit ainsi à 20,5 Mds CHF, pour une balance quasiment équilibrée15.

La Suisse est le 4e fournisseur de recettes touristiques pour la France[16], derrière la Belgique et le Royaume-Uni et l'Allemagne. Les Suisses ont dépensé en France 6,8 Mds EUR en 2024, en hausse de 28% par rapport à 2019, année de référence avant la pandémie.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

La contribution des sociétés étrangères à l'économie française est majeure : quelque 18'800 entreprises étrangères sont établies en France[17], totalisant un effectif de 2,3 Mio d'employés et générant 17% de la valeur ajoutée produite. Les filiales de sociétés américaines en comptent le plus (504'000), devant celles d'Allemagne (347'000) et de Suisse (268'000).

L'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers est une priorité pour le président Macron. Chaque printemps depuis 2018, il réunit à Versailles des dirigeants d'entreprises étrangères qui

[11] Direction générale des douanes françaises,
[12] OFS, Base de données Swiss-Impex
[13] Direction générale des douanes françaises, annexe 3
[14] Source : BNS, 15.04.2025
[15] Selon la Direction générale du Trésor, les chiffres apparaissent sensiblement différents. La France aurait exporté en 2023 pour 21,1 Mds EUR de services vers la Suisse, contre 14 Mds EUR d'importations, soit un excédent bilatéral de 7,1 Mds, en hausse de 11 % sur un an. La Suisse constituerait ainsi le troisième excédent bilatéral mondial de la France dans les services, après le Royaume-Uni et les États-Unis. Ces écarts avec les données suisses tiennent principalement aux différences de méthodologie de comptabilisation des services (balance des paiements, traitement du tourisme, services financiers et licences).
[16] Banque de France, France Tourisme Observation
[17] INSEE, Entreprises sous contrôle étranger en 2022

investissent en France à l'occasion du sommet «*Choose France*». Lors de l'édition 2025, ce sont 50 nouveaux projets d'implantation qui ont été présentés. Plus de la moitié des quelque 40 Mds EUR d'investissements annoncés concernent des projets dans l'intelligence artificielle.

Le gouvernement appelle de ses vœux davantage d'investissement en particulier dans le secteur industriel, la France figurant parmi les pays les plus désindustrialisés d'Europe (environ 10% du PIB)18. Avec la Grèce, le Luxembourg et Chypre, elle occupe le bas du classement dans l'UE lorsque l'on mesure le poids de l'industrie dans le PIB[19]. Si le déclin a pu être stoppé ces dernières années, il pourrait se poursuivre au vu du contexte difficile : en 2024, le nombre de fermetures d'usine à dépassé celui des inaugurations. Le recul était marqué dans les secteurs de l'agroalimentaire.[20]

5.2 Investissements bilatéraux

En 2024 Suisse occupait le 3e rang des investisseurs étrangers ultime en France[21] (105,7 Mds EUR) derrière les États-Unis (144,1 Mds EUR) et l'Allemagne (108,5 Mds EUR). Avec plus d'un millier d'entreprises suisses implantées dans l'Hexagone, la Suisse est le 3e employeur étranger en France avec près de 300'000 emplois, selon le Ministère de l'Économie et des Finances[22]. Les sociétés suisses investissent fortement dans l'industrie manufacturière, signe de la forte intégration entre les chaînes de valeur des deux pays.

Les dernières annonces d'importants investissements suisses en France, faites au sommet Choose France 2024, concernent la société genevoise KL1 (300 Mio EUR dans une usine de conversion de métaux critiques près de Bordeaux), le cimentier Holcim (60 Mio dans des projets de décarbonation et de recyclage), le groupe pharmaceutique Novartis (30 Mio dans une nouvelle unité de production) ou encore Adecco (engagement à recruter en 2024 près de 3'000 personnes en fixe et 8'000 en intérimaire principalement dans les métiers d'avenir de l'ingénierie numérique et l'industrie).

À l'inverse, la France figure au 7e rang des investisseurs étrangers en Suisse avec un stock à hauteur de 27,8 Mds CHF en 2023, équivalant à 3% du stock d'IDE ultime[23]. Les entreprises françaises présentes en Suisse sont au nombre de 1'700 et y génèrent quelque 77'000 emplois. Les plus importantes en termes d'effectifs sont Bouygues, Vinci, Axa, Atos et Saint-Gobain[24].

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

La promotion commerciale des entreprises suisses à l'export est assurée depuis 2002 par le **Swiss Business Hub France** (SBH), sous contrat de prestations de Switzerland Global Enterprise (S-GE). Le SBH fournit aux entreprises suisses des prestations surtout dans trois domaines : l'information, le conseil et le marketing. Depuis février 2012, le SBH est aussi chargé de la promotion économique de la Suisse en s'appuyant sur un accord cadre tripartite entre les cantons, S-GE et le SECO. Dans les régions, une présence commerciale est assurée par les Consulats généraux et les Consuls honoraires.

La **Chambre de commerce suisse en France (CCSF)**, active depuis 1918, est reconnue par les autorités françaises en tant qu'association. Un nouveau directoire a été constitué en juillet 2020 avec l'objectif de renforcer l'ancrage de la CCSF dans les régions.

Tout au long de l'année, l'Ambassade fait la promotion d'une Suisse innovante et durable, en participant à des salons, comme **Viva Technology**, ou en accueillant de nombreux événements. L'année 2024 a été marquée par les Jeux olympiques et paralympiques, avec l'installation de la Maison Suisse financée par Présence Suisse dans les jardins de l'Ambassade., Elle a accueilli plus de 60 000 visiteurs.. En

[18] Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et numérique
[19] Banque mondiale
[20] Cabinet Trendeo, Observatoire de l'emploi et de l'investissement, septembre 2024
[21] Banque de France : Rapport annuel 2023, Stocks d'investissements direct ultimes
[22] Direction générale du Trésor, Relations économiques bilatérales : Suisse (2024)
[23] Banque nationale suisse
[24] Direction générale du Trésor

outre, un accent particulier a été mis une nouvelle fois sur les enjeux de transition énergétique, avec l'organisation de plusieurs événements permettant de mettre en relation des acteurs suisses et français travaillant au développement d'applications dans les secteurs de l'hydrogène et de la géothermie.

Promotion des investissements

Pour **Switzerland Global Enterprise**, la France est devenue en 2008 un pays prioritaire s'agissant de la promotion de la place économique suisse auprès des investisseurs étrangers. Dans le cadre de la «Stratégie de Promotion de la Place Économique Suisse 2024-2027», la promotion de la place économique suisse traite en France les parties prenantes (entreprises cibles, multiplicateurs et investisseurs) dans deux écosystèmes prioritaires : «Future of Health» et «Future of Digital Worlds». Le SBH France a ainsi développé et renforcé des partenariats structurants avec Tech Tour (scale-ups européennes), Medicen (cluster santé) et Campus Cyber/Cyber Booster (cluster cybersécurité).

La visibilité de la Suisse a été renforcée par sa participation officielle à la conférence Tech Tour. Dans le prolongement de celle-ci, un dîner VIP à l'Ambassade a permis de mettre en relation des acteurs suisses et français de premier plan, parmi lesquels Mistral AI, Pasqal, GitGuardian et Flowdesk. Les journées "Se développer, s'implanter et innover en Suisse" à Paris, Lyon, Marseille et Strasbourg ont quant à elles réuni 107 entreprises françaises sélectionnées et généré 210 rendez-vous B2B, avec la participation d'acteurs suisses de l'innovation comme le CSEM, BioAlps, ETH AI Center et la «Team Switzerland des promotions économiques».

Le succès de l'implantation de la licorne Zama (cryptographie avancée) dans le canton de Zoug est un résultat concret d'un accompagnement actif par le SBH France. Le bureau Invest du SBH France a poursuivi en 2024 ses efforts de mise en relation entre entreprises françaises et acteurs suisses de l'innovation. Des contacts actifs ont notamment été établis avec la licorne européenne Mistral AI, dans le cadre d'échanges exploratoires avec plusieurs cantons suisses. Au total, les différentes activités organisées ont permis la tenue de 90 rendez-vous qualifiés, confirmant l'intérêt soutenu des entreprises françaises pour mieux connaître les opportunités offertes par la Suisse.

Promotion commerciale

En 2024, 43 entreprises suisses ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé pour leur développement commercial en France, dans des secteurs clés tels que la santé, les cleantech, la cybersécurité, l'industrie et le ferroviaire, une augmentation de 34% par rapport à 2023. Le Swiss Business Hub a organisé plusieurs événements franco-suisses, sur les enjeux stratégiques comme la décarbonation avec Climeworks ou la recherche en oncologie avec Debiopharm, en présence des dirigeants de grands groupes français et des représentants du secteur public. Par ailleurs, le SBH a participé activement à l'organisation du programme de Viva Technology et a soutenu six startups technologiques suisses en organisant des rendez-vous B2B qualifiés. Dans le prolongement des liens établis depuis 2018, le SBH a organisé en collaboration avec PRS une visite en Suisse de la Société des Grands Projets afin de découvrir les approches suisses en matière d'infrastructures publiques et de logistique ferroviaire. Par ailleurs, une délégation d'une vingtaine de personnes, conduite en partenariat avec Swissrail, s'est rendue dans la Région Grand Est pour rencontrer les acteurs institutionnels et industriels locaux, découvrir les opportunités d'affaires et présenter leur savoir-faire. Le SBH France a également publié plusieurs fiches sectorielles à destination des entreprises suisses, offrant des clés de compréhension sur le marché français dans les secteurs de l'alimentation, des marchés publics dans la santé, ainsi que les réglementations françaises sur l'économie circulaire et les emballages.

6.2 Intérêt pour la Suisse

La France est un marché prioritaire pour le tourisme suisse, son 4e en termes de nuitées après l'Allemagne, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, ou le 5e si on compte la Suisse. En 2024, les Français

ont effectué 1,4 Mio de nuitées hôtelières en Suisse[25], en hausse de 6,1% par rapport à 2023. Ce sont les cantons des Grisons (+14,8%), de Vaud (+9,1%) et la Suisse orientale (+9%) qui ont enregistré la hausse la plus marquée de visiteurs français. Suisse Tourisme est représenté à Paris avec un bureau, une présence qui remonte à plus de 120 ans.

Les universités suisses attirent beaucoup d'étudiants français. Durant l'année académique 2023-2024, 9'450 étudiants français étaient inscrits en Suisse, principalement dans les cantons romands, soit 16,3% de tous les étudiants étrangers en Suisse, en 2e position après ceux d'Allemagne (20.6%)[26] .

La France figure dans le top 5 des pays partenaires de la Suisse en termes de collaborations de recherche. Le gouvernement français poursuit une politique volontariste en la matière. Ses priorités sont transcrites dans la Stratégie nationale de recherche (SNR), qui identifie notamment les grands axes suivants : gestion des ressources et adaptation au changement climatique, transition énergétique, santé et bien-être, sécurité alimentaire, renouveau industriel, transports et systèmes urbains durables, ainsi que société de l'information et sécurité. En 2023, les dépenses de recherche et développement en France représentaient 2,2% du PIB[27] Un fort potentiel de coopération existe enfin en matière d'innovation, en particulier dans les régions frontalières, parmi les plus dynamiques du pays sur le plan industriel. L'innovation est au cœur des préoccupations du Président Macron et de sa vision de faire de la France une Startup Nation. Avec succès, puisque la France est passé de la 21^{e} à la 12^{e} place du Global Innovation Index entre 2014 et 2024.

[25] OFS, nuitées hôtelières 2023
[26] OFS, hautes écoles universitaires 2023
[27] Eurostat, dépense intérieure brute de R&D

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie française

Répartition du PIB*	**2023**	**2024**
Secteur primaire	1.7%	1.5%
Secteur manufacturier**	20.2%	19.3%
Services	78.2%	79.3%
- dont services publics***	56.9%	57.1%

Répartition de l'emploi****	**2023**	**2024**
Secteur primaire	2.5%	2.3%
Secteur manufacturier	12.7%	12.6%
Bâtiment et travaux publics (BTP)	6.3%	6.6%
Services	77.6%	76.6%
- dont Services publics	23.6%	22.9%
Activités non déterminées	0.9%	1.9%

Sources :

* INSEE - Valeur ajoutée par branche : Données annuelles de 1949 à 2024
** Industrie et BTP, ce dernier comptant pour un tiers environ de ce pourcentage
*** Eurostat - Dépenses totales des administrations publiques
**** INSEE - Emploi, chômage, revenus du travail - Edition 2025

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principaux indicateurs économiques pour la France*

	2023	2024	2025 (proj.)
PIB (USD Md)	3'060	3'160	3'211
PIB/habitant (USD)	44'792	46'203	46'792
Taux de croissance (% du PIB)	1.1	1.1	0.6
Taux d'inflation (%)	5.7	2.3	1.3
Taux de chômage (%)	7.3	7.4	7.7
Solde budgétaire (% du PIB)	-5.4	-5.8	-5.5
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-1.0	0.4	0.2
Dette extérieure totale (% du PIB)	110	113	116
Service de la dette (% des exportations)	-	-	-
Réserves (mois d'importations)	-	-	-

Sources :

* IMF, World Economic Data Base, April 2025

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux de la France - 2024

Rang	Pays	Exportations *par le pays hôte* (Mio EUR)	Part	Var. p.r. à 2023 en %	Rang	Pays	Importations *par le pays hôte* (Mio EUR)	Part	Var. p.r. à 2023 en %
1	**Allemagne**	78’227	13.3	-4,9	1	**Allemagne**	86’368	12.6	-4.8
2	**Etats-Unis**	48’619	8.3	7,5	2	**Chine**	70’864	10.3	-1.6
3	**Italie**	48’169	8.2	-9,5	3	**Etats-Unis**	52’641	7.7	1.3
4	**Belgique**	45’234	7.7	- 5.9	4	**Italie**	50’639	7.4	-3.7
5	**Espagne**	43’946	7.5	-2.0	5	**Espagne**	47’154	6.9	-6.3
6	**Chine**	24’276	4.1	-4.6	6	**Pays-Bas**	29’490	4.3	-5.6
7	**Pays-Bas**	23’140	3.9	1.3	7	**Royaume-Uni**	26’859	3.9	2.9
8	**Suisse**	19’845	3.4	-5.1	8	**Suisse**	17’486	2.5	3.2
9	**Pologne**	15’132	2.6	4.0	9	**Pologne**	16’140	2.3	-1.7
	UE	317’109	53,9	-4.2		**UE**	351’957	51.1	-6.5
	Total	588’645	100	-1.5		**Total**	687’452	100	-4.6

Source : Douanes françaises - Données pays selon la nomenclature agrégée - Données brutes estimées (2024)

Données comprenant le commerce d’énergie, mais pas des armes

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et la France

	Export (Mio. CHF)	***Variation*** *(%)*	**Import** (Mio. CHF)	***Variation*** *(%)*	**Total** (en Mio.)	**Balance CH** (en Mio.)
2021	14'937	+26.3	15'319	+19.7	30'255	-381
2022	16'111	+7.9	20'226	+32.0	36'337	-4'115
2023	14'304	-11.2	17'978	-11.1	32'282	-3'669
2024	13'535	-5.4	16'261	-9.5	29'796	-2'726

Exportations - Principales catégories de marchandises	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1. Produits chimiques et pharmaceutiques	33	32.8
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	29	28.3
3. Machines, appareils, électronique	11	11.5
4. Produits agricoles	8	8.7

Importations- Principales catégories de marchandises	**2023** (% du total)	**2024** (% du total)
1. Instrument de précision, horlogerie et bijouterie	21	24.5
2. Produits chimiques et pharmaceutiques	16	13.3
3. Produits agricoles	11	11.3
4. Machines, appareils, électronique	7.5	8.2

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières - Swiss-Impex

Données sur l'ensemble des catégories de marchandises, excepté l'or et les métaux précieux

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs étrangers en France en 2024

Rang	Pays	Investissements ultimes (en Mio EUR)	Part	Variation par rapport à l'année précédente28 (stock)
1	États-Unis	144'084	16,9%	+2%
2	Allemagne	108'464	12,7%	-1,9%
3	Suisse	105'700	12,4%	-10,4%
4	Royaume-Uni	92'041	10,8%	+4,5%
5	Luxembourg	67'737	7,9%	+10,2%
6	Italie	62'429	7,3%	+18,2%
7	Belgique	50'062	5,9%	-2,3%
8	Pays-Bas	45'688	5,4%	-1,1%
9	Espagne	27'427	3,2%	-1,4%
10	Japon	21'411	2,5%	-5%
	Autres	228'320	26,8%	+2,5%
	Total	853'363	100%	

Source: Banque de France

[28] La variation du stock est calculée en comparant le stock d'investissements directs étrangers (IDE) de l'année en cours avec celui de l'année précédente, selon la formule : (Stock année N − Stock année N-1) / Stock année N-1) × 100. Les valeurs de stock utilisées proviennent des données de la Banque de France sur les investisseurs ultimes.